

La patrimonialisation *du pire* a-t-elle des vertus véritatives et préventives ?

Le Dôme d'Hiroshima comme lieu de « dé-mémoire »

Robert Belot

Volume 37, Number 2, 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1041486ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1041486ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association Canadienne d'Ethnologie et de Folklore

ISSN

1481-5974 (print)

1708-0401 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Belot, R. (2015). La patrimonialisation *du pire* a-t-elle des vertus véritatives et préventives ? Le Dôme d'Hiroshima comme lieu de « dé-mémoire ». *Ethnologies*, 37(2), 3–28. <https://doi.org/10.7202/1041486ar>

Article abstract

The classification of the Genbaku Dome (of Hiroshima) as World Heritage in 1996 is part of a trend to distinguish *heritage of the worst*, like Auschwitz, for its supposedly true, educational and cautionary virtues. During Barack Obama's visit to the site on May 26, 2016, the first American president to do so, he deplored the "lack of historical perspective" at this place of memory which failed to give an adequate "understanding" of the "tragedy of Hiroshima." Is it possible that the declaration as heritage could have the perverse effect of de-historicizing a site when the intention is to memorialize, thus creating a heritage which holds no memory and, in fact, militates against history? Has a strategy of avoidance and vindication perhaps transformed the Dome into a "place of un-remembrance?" This is one way of questioning the role of UNESCO in the process of building heritage narratives and the complex relationships which exist among memory, history, and heritage.

LA PATRIMONIALISATION DU PIRE A-T-ELLE DES VERTUS VÉRITATIVES ET PRÉVENTIVES ?

Le Dôme d'Hiroshima comme lieu de « dé-mémoire »

Robert Belot

Université de Lyon-Saint-Etienne, UMR 5600 CNRS

Introduction

Le choix patrimonial et mémorial relève inévitablement d'un régime d'historicité et de narrativité lié au moment où il est engagé. De manière avouée ou cachée, consciente ou non, il sert un récit investi d'une fonction politique qui s'apparente à une « fiction instituante¹ ». Cela semble d'autant plus valable pour le patrimoine des guerres et des conflits qui relève à la fois de l'approche historique et du souci axiologique.

L'UNESCO a été confrontée aux demandes d'inscription au patrimoine mondial des lieux de mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Du fait de l'universalité et de la notoriété que confère ce statut, il s'agissait de construire un *patrimoine du pire* doté de vertus véridiques et préventives. En 1979, le camp d'Auschwitz bénéficie de cette inscription, première d'une série. En 1996, c'est au Dôme de Genbaku de la ville d'Hiroshima que l'institution internationale accorde ce classement. La volonté de considérer ce Dôme comme « le témoin transmettant la tragédie d'Hiroshima aux générations à venir » rencontra des oppositions. Alors même que le Japon est l'allié stratégique des États-Unis, ceux-ci vont déplorer « l'absence de perspective historique » de la demande japonaise qui ne permettait pas une « compréhension » adéquate de la « tragédie d'Hiroshima ». Cette ligne, Barack Obama la reformule le 26 mai 2016 lorsqu'il se rend à Hiroshima pour le 20^e anniversaire du classement du Dôme de Genbaku. Il laisse entendre que l'histoire n'aurait pas été le véritable enjeu de la patrimonialisation d'Hiroshima.

1. Au sens où l'emploie Lucien Sfez (2002 : 17). La « fiction » n'est pas une illusion ou la négation de la réalité mais un mode de légitimation spécifique d'un type de discours (de l'ordre du mythe ou du « grand récit ») et de préservation d'un ordre social. Pour une application de cette notion, voir Belot (2015a).

En effet, la reconnaissance internationale que le « pire » était constitué par la bombe atomique lancée par les Américains introduisait une nouvelle hiérarchie de l'horreur qui ne pouvait pas ne pas avoir pour effet de tempérer et de renvoyer au second rang les crimes de guerre des Japonais. Sommes-nous face à une situation que l'on pourrait qualifier métaphoriquement d'apotropaïque, où les influences négatives sont détournées sur un tiers ? La démarche patrimoniale pourrait-elle avoir pour effet déconcertant de dés-historiser ce qu'elle est censée mémorialiser, constituant ainsi un patrimoine sans mémoire et contre l'histoire ? Le Dôme serait-il un « lieu de dé-mémoire », reposant sur une stratégie de l'évitement qui articule le *sur-dit* et le *non-dit* ? Un effet de double narration : le discours surexposé jouant sur l'émotionnel et l'incantation (la bombe, les victimes, le péril nucléaire) et le discours silencieux, invisible, occultant (l'hypernationalisme, l'hégémonisme nippon dans l'Asie-Pacifique, Pearl Harbour). La stratégie de patrimonialisation d'Hiroshima serait donc portée par une « politique du silence », par un « silence constitutif » (Gravet et Kohler 2013) produit par un *anti-discours* (comme on parle d'antimatière) qui commémore pour oublier, qui éclaire pour dissimuler, qui parle pour taire. Un discours qui interdit le discours critico-historique en raison d'une transformation de l'événement « Hiroshima » en un objet métaphysique, post-historique, où le discours du *pire à venir* permet d'oublier le *pire du passé*. Tout s'organiserait autour d'une dystopie qui met en branle une eschatologie catastrophiste (la peur de la destruction de la planète), dont l'effet (sinon le mobile) est de passer le passé sous silence.

On a longtemps cru que le patrimoine servait l'histoire, ou plutôt la mémoire. Il a fallu l'intervention d'un philosophe, Paul Ricœur, pour mettre en garde contre un risque de « vassalisation » de l'histoire et « d'inversion de l'historique en commémoratif » (Ricœur 2000 : 110), tout ce qui pouvait concourir à la mise en cause de la dimension « véritative » de la mémoire. Le cas d'Hiroshima nous autoriserait-il à considérer que le phénomène de patrimonialisation puisse conduire à une oblitération de l'histoire, voire à une manipulation de la mémoire ?

L'ambiguïté mémorielle originelle

L'indifférence occidentale

En Occident, au lendemain du 6 août 1945, on observe une profonde indifférence à l'égard des victimes de la première bombe atomique. L'Occident, qui vient de mettre un terme à la barbarie nazie, est encore

en guerre contre le persécuteur numéro deux, le Japon, qui a mis à feu et à sang l'Asie-Pacifique. Ce qui domine, c'est une certaine fascination pour l'acte techno-scientifique qui a procuré un effet de puissance inouï. Une sorte de « technophanie » ambiante chez les « vainqueurs » participe à la relativisation de l'horreur subie par les « vaincus ». L'heure n'est pas à la compassion (qui domine aujourd'hui dans le système de représentation du Japon bombardé) mais à la soumission du « vaincu ».

La réaction du grand atomiste français, Frédéric Joliot-Curie, est représentative de cette tendance qui peut nous surprendre. Le 12 août 1945, le prix Nobel écrit dans *L'Humanité* :

S'il faut admirer l'effort gigantesque de recherche et de fabrication réalisé par les États-Unis, il n'en reste pas moins vrai que c'est en France que les premiers principes de réalisation ont été trouvés ; ils constituent un appoint de première importance à cette nouvelle conquête de l'homme sur la nature.

La bombe atomique est une prouesse technologique qui montre la capacité de l'homme à dominer la nature (et les hommes aussi...), ce qui, à l'époque, est regardé comme un facteur décisif du « progrès » de l'humanité².

Aux États-Unis, on célèbre une victoire militaire, politique et technologique³. Un sondage a eu lieu en septembre 1945 d'où il appert que 69% de l'opinion américaine estime que cette découverte fut un bien, 17% la tenant pour un mal. Si 27% des Américains pensent que l'atome peut faire sauter le monde, 53% n'y croient pas. Ce qui est étonnant, c'est que les Américains sont seulement 47% à considérer que, d'ici à 10 ans, l'énergie atomique sera utilisée à des fins utiles. S'agissant de la bombe, 85% des Américains approuvent, 10% sont contre. L'opinion britannique se situe dans cette ligne, avec 72% d'opinions favorables.

Au Japon : effacer ou préserver ?

Qu'en est-il au Japon, et à Hiroshima tout particulièrement ? Faut-il faire disparaître les ruines ou préserver le site comme symbole de l'horreur ? Là aussi, il faut se méfier des contre-intuitions anachroniques. Il y a débat.

-
2. Sur la réception d'Hiroshima en France et sur la perception du progrès techno-scientifique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, voir Robert Belot (2015b).
 3. Sur l'entrée de l'Amérique dans l'ère atomique, voir Boyer (1985). Selon Boyer, juste après la bombe, 80% des Américains se disent favorables à la décision de Truman.

Un journal local, *Chugoku Shimbun*, le 5 septembre 1945, s'oppose à l'idée de faire d'Hiroshima un lieu de mémoire :

Nous tous, amoureux de notre terre natale, sommes immensément fâchés à l'encontre de ceux qui n'ont pas honte d'émettre l'idée tout à fait irresponsable que la ville d'Hiroshima devienne un mémorial de guerre et qu'elle soit préservée à jamais à l'état de ruines (Courmont 2015 : 139).

Le maire-adjoint de Kure a une tout autre opinion. Il déclare en 1946 : « J'espère que vous conserverez les ruines laissées par les flammes comme une commémoration en hommage à la paix éternelle ». Faire non pas un « mémoriel de guerre », mais un mémorial « de paix ». Le positionnement pacifiste fait surface très tôt, ce qui ne va pas de soi dans un pays qui a longtemps entretenu une culture de guerre. Mais ce pacifisme permet d'échapper à l'image « honteuse » de la défaite militaire par la transformation de l'événement purement historique en quête morale éternelle (« paix éternelle »). Et ce, faut-il préciser, avant que la guerre froide ne se mette en place. Le subterfuge du pacifisme atemporel permet également de dépasser l'impossibilité de « glorifier » ou de « victimiser » les survivants de la bombe, les *Hibakusha*. Ceux-ci sont ostracisés et tabouïsés par leurs concitoyens (Jungk 1960 : 40)⁴. Relatant pour *Les Lettres françaises* le voyage qu'il a effectué au Japon en 1946, Boris Agapov est surpris du silence des gens d'Hiroshima sur la question des conséquences de la bombe.

J'ai questionné les habitants sur les suites tardives de l'explosion, ces suites dont on avait tant parlé. Personne ne m'a soufflé mot sur tous ces maléfices à retardement, phénomènes mystérieux, etc. Les gens ne se plaignent que des destructions causées à leurs biens ; quelques-uns prétendent être restés aveuglés pendant plusieurs journées par l'extrême violence des effets lumineux de la déflagration. À l'heure actuelle, à Nagasaki comme à Hiroshima, l'herbe pousse bien verte, les légumes dans les potagers se portent bien, les enfants s'amusent, les tramways circulent... (Agapov 1946)

Il faut attendre 1957 pour que la Diète japonaise vote une loi garantissant des soins médicaux pour les *Hibakusha*.

Le témoignage d'André Duboscq pourrait être qualifié de symptomatique de cette insensibilité générale primitive. Journaliste au *Temps* puis au *Monde*, grand connaisseur de l'Asie, il a été professeur à l'Institut des hautes études chinoises et à l'Institut des hautes études internationales. En 1947, il publie un livre sur *Les Japonais* qu'il présente comme étant une étude sur « un des

4. L'œuvre du mangaka Keiji Nakazawa, *Gen d'Hiroshima* (1973-1974) en témoigne ; voir Pigot (2013 : 44 *passim*).

principaux acteurs du drame sans précédent qui s'est joué dans le monde et qui vient à peine de finir » (Duboscq 1947 : 8). On cherchera en vain la moindre allusion à Hiroshima et à Nagasaki !

Ce sont les élus locaux qui, très tôt, optent pour la stratégie pacifiste. Élu maire en avril 1947, Shinzo Hamai met en place une manifestation sur le thème du pacifisme. Le 6 août 1947 a lieu le premier « Festival de la Paix ». Son premier discours évacue la guerre et la mémoire au profit de la prière et de la peur de l'avenir. Son discours présente les trois thèmes qui structureront pour longtemps la narration commémorative : il est question de « l'horrible arme » qui menace l'humanité, du risque d'une « guerre globale » et de la peur de « l'extinction de l'humanité ». Le fantasme de la mort totale prend corps. Son approche est clairement dés-historisante et dé-japonisante. Hiroshima n'est plus vraiment une ville japonaise. Elle devient mondiale et morale. C'est « la Mecque d'un monde de paix » (Kosakai 1980 : 22).

La prise en compte par les Japonais des conséquences médicales est tardive⁵. C'est en 1954 qu'un éminent journaliste japonais, Tokusaburo Dan, rédacteur en chef de *Heiwa*, ose parler des « cendres de la mort [qui] sèment la terreur au Japon ». Le 1^{er} octobre 1954 a lieu le Congrès des intellectuels qui s'empare du sujet. *Le Monde* (28 octobre 1954) évoque, dans un petit entrefilet, la mort d'une fillette de neuf ans, qui serait le treizième enfant victime *a posteriori* des radiations de la bombe. Le cinéma commence à intégrer le thème à la fois pacifiste et proto-écologiste à travers *Gojira* (Godzilla), film réalisé en 1954 par Tomoyuki Tanaka. C'est l'histoire d'un monstre préhistorique, réveillé par les radiations atomiques, qu'on retrouvera dans une série. Les Japonais apprennent à se familiariser avec l'idée d'une destruction absolue, ce que leur culture ne pouvait admettre avant 1945 (Pigot 2013 : 77).

Dans le monde développé, l'année 1954 est une bissectrice qui voit la peur de la parousie nucléaire attaquer l'image positive et progressiste du nucléaire civil⁶. Joue certainement, après la guerre de Corée et les essais sur Bikini, le débat sur la défense de l'Europe dans le cadre de la CED (Communauté européenne de défense). On observe un élargissement du spectre catastrophiste. Cette peur sort du cadre de la campagne pacifiste téléguidée par le Kominform. Elle touche désormais les adeptes du progrès

5. L'embargo imposé par les Américains, force d'occupation au Japon, sur les informations médicales n'y est pas pour rien.

6. Ce qui n'empêche pas le Japon d'avoir été l'une des premières puissances nucléaires civiles.

technique, à l'instar de Jules Moch, polytechnicien et socialiste, qui publie en 1954 *La folie des hommes*. Celui qui est depuis 1951 délégué permanent de la France à la Commission du désarmement des Nations Unies parle désormais d'« angoisse universelle » (Moch 1954 : 168). En fait, c'est surtout la « folie » de la guerre thermonucléaire qui est son sujet, de même que sa lutte pour une « sécurité désarmée ».

Ce n'est pas un hasard si le parc du Mémorial de la Paix de Hiroshima ouvre le 1^{er} avril 1954.

Géopolitique et métaphysique de la peur

L'URSS a la bombe mais promeut le pacifisme

Pendant la Seconde Guerre mondiale, le Japon était l'ennemi commun de l'URSS et des États-Unis. Quelques heures après Hiroshima⁷, l'armée soviétique attaque le Japon, lui donnant le coup de grâce « conventionnellement ». Pourtant, quelques années après, le pacifisme nippon suscite l'intérêt de l'Union soviétique, devenue puissance nucléaire.

Au moment où elle réalise sa première expérience atomique (29 août 1949), l'Union soviétique, soucieuse de couvrir et de désamorcer l'événement majeur que constitue sa maîtrise et sa possession de l'arme atomique, lance une remarquable (par son efficacité) campagne d'intoxication pacifiste qui vise à culpabiliser l'Amérique et à mobiliser les opinions contre les tentations des pays européens à l'égard du nucléaire militaire. Il s'agit de diaboliser l'Amérique pour fragiliser son lien avec l'Europe et empêcher l'Europe de renaître comme puissance. L'instrumentalisation du souvenir d'Hiroshima s'inscrit dans cette stratégie. C'est pourquoi le Conseil mondial pour la paix (créé à l'instigation du Kominform⁸) donne écho aux tentatives qui vont dans ce sens au Japon comme, par exemple, en 1952, la création du Festival des chants du Japon dont la devise était : « Le chant est devenu une grande force humaine, une force pour la paix ». Le *Bulletin du Conseil mondial de la paix* se félicite de la quatrième édition de cette manifestation, qui a lieu le 27 novembre 1955 à Tokyo. Et salue deux chansons : « Plus

7. Staline aurait été informé de l'imminence du recours à la bombe A et n'aurait pas désapprouvé.

8. Son premier président fut Frédéric Joliot-Curie, ce qui entraînera son limogeage du Commissariat à l'énergie atomique. Le 18 mars 1950, le Conseil mondial de la paix lance le fameux « Appel de Stockholm » qui exige notamment « l'interdiction absolue de l'arme atomique ». Les intellectuels japonais ont accueilli favorablement l'Appel.

jamais de bombes atomiques » et « Fuji », « chant exprimant l'amour du peuple japonais pour le mont Fuji, actuellement menacé par les rampes de lancement des fusées atomiques ».

Il s'agit bien sûr de montrer que le pacifisme ne puise pas son inspiration que dans le monde soviétique, mais aussi de souligner que le peuple japonais résiste à sa manière à la puissance américaine⁹.

Une critique japonaise en creux de l'Amérique

La participation du Japon à la campagne anti-nucléaire est une manière indirecte et très habile d'exercer une critique contre l'Amérique, de faire chorus avec l'URSS et de se réinsérer sur la scène mondiale.

Les habitants d'Hiroshima « haïssent » l'Amérique. C'est ce que révèle John Richard Hersey, journaliste au *New Yorker*, prix Pulitzer 1945. Dès après le largage de la bombe, il se rend à Hiroshima pour interroger les survivants. Ses témoins privilégiés sont les jésuites (il y avait une mission à Hiroshima et un noviciat à Nagatsuka, à cinq kilomètres) qui ont participé à la mise en œuvre de l'entraide humanitaire et à la prise en charge des blessés. Il va raconter l'événement à travers le regard de six survivants. Il publie son reportage dans le *New Yorker* au début de l'année 1946 ; ce reportage deviendra un livre, édité en France la même année. C'est peut-être la première investigation qui décrit de manière intimiste, précise et sans pathos les conséquences terribles de la bombe sur les personnes succombant à « ce mal étrange et capricieux que l'on devait connaître un peu plus tard sous le nom de maladie de la radio-activité (sic) ». Il est le premier à raconter, plein d'empathie, la dignité des mourants et à révéler cet autre incroyable phénomène produit par la bombe : la présence d'une ombre permanente sur le toit du bâtiment de la Chambre de commerce, à 220 mètres du centre de l'explosion.

Il explique que l'occupant américain « censure systématiquement toute allusion à l'arme atomique dans les publications scientifiques japonaises ». Si le champignon a acquis d'emblée la stature d'un mythe, les images concrètes des victimes ont fait défaut en raison du *blackout* américain. Les premiers films d'archives ont été montrés à la fin des années 1960, et c'est seulement en 1995 que les films réalisés par les forces d'occupation américaines au Japon ont pu être diffusés (Courmont 2015 : 192 ; voir aussi Selden et Selden 1989). C'est pourquoi le mémorial de la Paix à Hiroshima,

9. *Bulletin du Conseil mondial de la paix*, 1^{er} janvier 1956, p. 13, Fonds Pierre Biquard, ESPCI (Paris), carton 5.

en réaction, a visé d'emblée à « imager » cet événement avec force photos pour conférer à l'événement une « centralité radicale » (Rousseau 2012 : 128 ; voir aussi Becker et Debary 2012). Si certains habitants s'enferment dans le fatalisme et le culte de l'empereur, l'auteur n'hésite pas à reconnaître que « nombre de citoyens d'Hiroshima n'en continuèrent pas moins à haïr les Américains, d'une haine que rien ne pourrait effacer » (Hersay 1946 : 194). Son livre est un succès aux États-Unis (le premier tirage fut de trois millions d'exemplaires) et provoque une sorte de « commotion » (voir Hogan 1996 : 149-152 ; Yavenditti 1974). Hersey deviendra un militant anti-nucléaire.

Ce n'est pas parce que l'occupant américain censure la vérité sur ce drame que les Japonais sont demandeurs de vérité. La stratégie pacifiste et l'accent mis sur la seule bombe se présentent comme un déni d'historicité. « Les mémoires d'Hiroshima ont été conçues sur la base d'une grave occultation de l'empire japonais d'avant la guerre, des pratiques coloniales et de leurs conséquences » (Yoneyama 1999 : 3). Cette dialectique aboutit à privilégier une commémoration reposant sur la prière et le deuil au détriment de la « vérité » : en 1954, il s'agit de construire « un Parc de la paix, lieu de prière pour la paix de toute l'humanité » (Yoshitaka Kawamoto). La dimension métaphysique permet de s'affranchir de l'exigence historique et sert un objectif d'*innocemment* par la culpabilisation du vainqueur.

La « honte prométhéenne »

À l'ombre de la récupération géopolitique du drame d'Hiroshima se développe une approche métaphysique.

Aujourd'hui, sur fond de demande générale de développement durable, domine un discours accusatoire à l'égard des conséquences du progrès technique et de la science occidentale, qui érige Hiroshima en figure totémique d'une représentation répulsive de l'atome en dotant cet événement d'une sorte de statut métaphysique. On l'a vu en mars 2011 lors du tsunami qui a frappé Fukushima et endommagé les centrales nucléaires de cette ville. Le prix Nobel de littérature japonais, Kenzaburo Oé, est sorti de sa réserve pour évoquer le Japon comme victime ontologique du nucléaire, militaire comme civil.

Cette thèse d'une technicisation qui s'auto-cannibalise, d'un rationalisme qui vampirise la raison, est développée très tôt par un disciple de Martin Heidegger, Günther Anders¹⁰. Au cœur de sa réflexion,

10. Juif d'origine allemande, il fut le premier mari d'Hannah Arendt.

qui prend corps (discrètement) au milieu des années 1950, se trouve l'événement « Hiroshima ». Il est peut-être le premier qui ose transposer sur Hiroshima le crime contre l'Humanité commis par les nazis (auquel il était singulièrement sensible en tant que juif). Pour lui, « l'Apocalypse », c'est la logique infernale où l'homme s'est mis lui-même en voulant que le « monde devienne machine ». Le nucléaire témoigne d'un pouvoir de la technique qui prend le pouvoir sur l'homme : « Nous sommes capables de fabriquer la bombe à hydrogène mais nous n'arrivons pas à nous figurer les conséquences de ce que nous avons nous-mêmes fabriqué ». La puissance de l'homme a remplacé la puissance de Dieu et la puissance de la nature. D'où ce qu'il appelle le « décalage prométhéen », c'est-à-dire « l'asynchronicité chaque jour croissante entre l'homme et le monde qu'il produit » (Anders 2002 : 31). La technique était promesse de progrès ; elle peut devenir « la puissance d'anéantir », écrit-il en 1956 dans son livre majeur, *L'obsolescence de l'homme*. Le mythe de la destruction totale de l'humanité s'empare des philosophes qui le laïcisent : « C'est la première fois que l'angoisse de l'apocalypse gagne des non-religieux » (308). Mais le point de vue est moral et culpabilisateur : Anders parle de « honte prométhéenne » (Anders 2008).

Ce mythe, qui a repris du service au début du troisième millénaire malgré la fin de la guerre froide, conduit certains, en toute bonne conscience, à s'affranchir des distinctions qu'impose la démarche historique et mettent sur le même plan Auschwitz, le tsunami et Hiroshima (voir par exemple Dupuy 2005). Il arrive ainsi qu'Hiroshima soit assimilé à une catégorie de crimes inventée spécialement pour l'imprescriptible et irréductible horreur nazie : le « crime contre l'Humanité » (Piérart et Jaspers 1995 : 7). Ce présupposé entraîne une conséquence renversante : en larguant la première bombe atomique, les Américains rejoignent le camp de ceux qu'ils ont combattus et transforment les Japonais en victimes.

En 1958, Anders visite le Japon et participe au Congrès international contre les bombes atomiques et à hydrogène et pour le désarmement à Tokyo (août 1958). Il s'agit de priver les vainqueurs de l'arme nucléaire, arme qui est interdite au Japon en tant que vaincu. Cette privation aurait pour effet de remettre ce pays sur un pied d'égalité géopolitique. Anders veut se rendre sur place pour s'immerger dans la réalité qui a provoqué son engagement philosophique. Il laissera un journal : *L'homme sur le pont. Journal d'Hiroshima et de Nagasaki*. Son regard est compatissant et empathique. Il souhaite aider le Japon à se réinsérer dans un projet collectif mondial, ou plutôt dans une solidarité mondiale provoquée par une peur mondiale de « l'Apocalypse » : « Nous sommes *in the same boat* », comme il

l'écrit (Anders 1958 : 92). Dans son journal, il affiche son projet : « Le but de notre voyage est d'accompagner les Japonais au moins sur une partie du trajet pour leur montrer qu'ils ne sont pas seuls, que nous considérons les menaces qui pèsent sur eux comme pesant sur nous, que nous reconnaissons leur but comme le nôtre » (99). Il parle de « Babel de la cordialité ».

D'où un processus étonnant d'inversion des rôles et des images : c'est le persécuteur passé qui donne des leçons au monde et aux potentiels persécuteurs. Comme si la faute changeait de camp, le Japon étant atteint d'analgésie morale. Le Japon guerrier devient le Japon des temples bouddhiques : Anders se félicite qu'un jeune bouddhiste, Atsushi Ishimoto, organise une procession d'Hiroshima à Tokyo pour se rendre au Congrès international contre les bombes atomiques et à hydrogène et pour le désarmement.

Ce pacifisme métaphysique a un pouvoir de relativisation des valeurs et de négation du temps (de l'historicité) : oubli des méta-valeurs qui ont poussé les Américains à frapper nucléairement le Japon ; oubli de l'idéologie guerrière et raciste qui était celle du Japon depuis 1910 ; oubli de la coupure idéologique du monde. Un double élément le fonde : diabolisation de l'avenir/déréalisation du passé, mais aussi indifférenciation/confusion historique (« babélisation » des événements). Ce confusionnisme, au nom de l'exigence comparatiste, est pratique courante au Japon. Ne citons que la galerie Maruki, créée en 1967 à la préfecture de Saitama. On y trouve des peintures sur Hiroshima réalisées par Iri et Toshi Maruki, mais aussi des collections sur Auschwitz et Nankin, de même qu'une mention des victimes empoisonnées au mercure par les déchets industriels déversés au large de la ville côtière de Minamata. Les instances de l'UNESCO ne trouvent rien à redire à cette méthode antihistorique. Au contraire, si l'on se reporte à un commentaire paru dans *Museum International* : « La bombe atomique côtoie ainsi des images de l'holocauste et d'autres cas de destructions de l'environnement ou de ravages causés par la guerre, ce qui témoigne d'un souci croissant de trouver le moyen de placer dans *une perspective comparée* les horreurs de la destruction nucléaire » (Duffy 1997).

La patrimonialisation comme rédemption

« *Idéal d'une paix mondiale éternelle* »

Au moment même où l'URSS lance son offensive de paix, le gouvernement nippon décide de relayer les autorités hiroshimiennes et de

consacrer sa stratégie pacifiste. Le 6 août 1949, une loi lui confère le statut de « ville-mémorial de la paix ». L'article 1^{er} du texte stipule que cette loi « a pour objet de permettre la reconstruction de la ville d'Hiroshima comme monument à la paix symbolisant l'idéal d'une paix mondiale éternelle ». Cette ambition patrimoniale n'est donc pas pensée comme une volonté de constituer un lieu de mémoire ou d'histoire. Trois caractéristiques la définissent :

- évacuation de la guerre, oubli de l'histoire (la « paix »)
- décontextualisation au profit du monde (« paix mondiale »)
- négation du temps (« éternelle »).

Il s'agit donc d'oublier le passé au nom de la préservation de l'avenir. Dans ce cas, il faudrait parler non pas de « Mémorial de la Paix » mais de *Futorial* de la Paix...

Quatre lieux emblématiques sont imaginés : le cénotaphe de la bombe (registre du nom des victimes) ; la flamme de la paix (elle brûlera tant que la totalité des armes nucléaires n'auront pas disparu) ; le Dôme ; le musée-mémorial (qui s'ouvre au public le 24 août 1955). Mais le Parc de la Paix se constelle, au gré des années, d'autres petits mémoriaux (une cinquantaine) en hommage à des catégories de victimes (étudiants, femmes, employés des postes, etc.) ou à des bienfaiteurs (Marcel Junot, Norman Cousins, Barbara Reynolds, entre autres). L'attitude à l'égard des Coréens qui ont trouvé la mort à Hiroshima est symptomatique de ce refus de recherche de la « vérité » historique et de déni de la souffrance des non-Japonais. Il fallait éviter de rappeler que les Coréens avaient été employés comme esclaves dans les usines hirosimiennes du complexe militaro-industriel. Il y aurait eu 40 000 « travailleurs forcés » coréens à Hiroshima le 6 août 1946 (Kosakai 1980 : 22). Ce n'est que le 10 avril 1970 que le monument aux Coréens victimes de la bombe a été inauguré. Sur le mausolée, on lit ceci : « Prince Lee-Woo and 20 000 others ».

Le musée témoigne du même phénomène d'amnésie sélective¹¹. En 2014, lors de notre visite, nous avons en vain cherché la photo de l'attaque japonaise de la base aéronavale américaine de Pearl Harbour (8 décembre 1941) qui provoque l'entrée en guerre des Américains. La politique de domination du Japon dans l'Asie Pacifique est escamotée (on parle

11. L'architecte du musée, Tange Kenzo (1913-2005), avait déjà travaillé sur un projet de mémorial pour les soldats morts au combat qui devait se situer au pied du mont Fuji. Il réemploie une idée de guerre en une idée de paix...

« d'incidents »). La guerre n'est pas présente. Les Coréens n'apparaissent que dans les bilans statistiques alors que les travailleurs forcés sont évoqués « en creux » (Rousseau) et que rien n'est dit des « femmes de confort ». Les raisons de la décision américaine du recours à la bombe A font l'objet d'une lecture purement politique et très réductrice : les Américains devaient justifier les fonds mobilisés pour fabriquer la bombe et prendre un avantage stratégique sur l'URSS. Aux silences historiques s'oppose une profusion d'images, d'objets intimes, de reconstitutions (corps brûlés, notamment), portée par une scénographie compassionnelle qui relève plus de l'émotif que de l'explicatif.

La bonne conscience nipponne se donne spectaculairement à lire dans l'espace qui termine la visite. On traverse une longue salle composée de petits bureaux compartimentés où l'on peut signer une déclaration de paix et une pétition pour la suppression de l'arsenal nucléaire militaire. On peut voir (ou entendre) les lettres des maires d'Hiroshima qui, depuis 1968, ont envoyé une lettre de protestation à chaque test nucléaire. Incroyable télescopage entre le passé, le présent et l'avenir qui doit procurer un effet cathartique aux citoyens japonais. Les jeunes Japonais, en costumes scolaires, ont l'injonction de signer. Le mal, c'est les autres ; le risque, c'est l'avenir. C'est peut-être le seul musée au monde à procéder ainsi, même si la « grande illusion » de l'utilité du patrimoine et de la mémoire se retrouve dans tous les projets soumis à l'UNESCO. Il s'agit de se mettre du côté du Bien et de l'Universel, en transformant positivement le pire.

Il est intéressant de noter que la revue de l'UNESCO, *Museum International*, dans son numéro spécial « Musées : guerre et paix » (1993), donne la parole à un témoin lorsqu'il s'agit d'évoquer le musée-mémorial d'Hiroshima. Yoshitaka Kawamoto, directeur du musée et unique survivant d'une classe de 48 collégiens d'Hiroshima, donne les deux appellations du musée : « musée-mémorial de la paix d'Hiroshima » ou « musée de la bombe d'Hiroshima ». Il y a une volonté de mettre l'accent sur l'horreur et le risque apocalyptique contemporain. L'enjeu se veut préventif, prophylactique et pédagogique : « Par le biais des objets exposés, la population d'Hiroshima a voulu montrer l'horreur de la bombe atomique et lancer un appel pour une paix mondiale perpétuelle. Nous cherchons particulièrement à sensibiliser les enfants¹², qui demain en seront les garants » (Yoshitaka Kawamoto, directeur du musée, *Museum International* 1993). L'histoire et la mémoire sont absentes de la présentation, au profit d'une vision futuriste à la fois abstraite (décontextualisée historiquement), dystopique

12. La moitié des visiteurs sont des enfants en 1993.

(« la menace d'un holocauste atomique ») et bienfaitrice (agir pour la paix universelle). Tout le dispositif muséographique repose sur le mythe de l'utilité de la « sensibilisation à l'horreur » pour éviter les répétitions de l'histoire : « Première ville touchée par une bombe atomique dans l'histoire de l'humanité, Hiroshima se doit d'exiger l'élimination totale de toutes les armes nucléaires, pour empêcher la répétition d'une telle tragédie, et jamais elle n'a cessé d'œuvrer en faveur de la paix mondiale ».

Le présentateur de ce numéro spécial, Terence Duffy, n'intervient pas pour questionner ce discours officiel. Au contraire, il cautionne : « La création de musées de la paix est devenue une démarche dominante dans le monde muséal ». La mission de l'UNESCO n'est-elle pas d'encourager une « culture de paix » (UNESCO 1974) ? Il reprend la thèse de l'utilité pédagogique (alors même que la guerre froide est terminée et que la possibilité d'une guerre nucléaire devient pure vue de l'esprit) : « Décrire des conflits dans un but pédagogique en faveur de la paix ». Or le musée-mémorial d'Hiroshima, construit sur la thèse de l'in-discrimination entre guerres justes et guerres injustes, est tout sauf l'analyse historique d'un « conflit ». Deux questions fondamentales ne sont pas évoquées : pourquoi les Américains ont-ils eu recours à la bombe ? Qu'est-ce qui garantit la paix : l'absence de bombe ou l'absence de démocratie ? On comprend pourquoi l'importance de la démocratie, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et des droits de l'homme n'est pas évoquée ! En fait, tout se passe comme si la monstration de l'horreur et l'incantation à la paix semblaient pouvoir dispenser de tout regard historico-critique, voire l'interdire : « le nom même d'Hiroshima est devenu le symbole des pires horreurs de la guerre. Le musée-mémorial de la paix se veut à la fois rappel du passé et ardent plaidoyer pour l'avenir » (*Museum International* 1993 : 14). Cet avenir catastrophique que ne pouvaient pas ne pas provoquer les arsenaux nucléaires n'a pas eu lieu, et les incantations pacifistes n'y ont été pour rien ; c'est paradoxalement le principe de la dissuasion nucléaire qui a maintenu un équilibre dans la deuxième partie du XX^e siècle, « l'équilibre de la terreur », une notion « oxymorale » qu'il était difficile d'appréhender.

Le pacifisme érigé en système et en valeur en soi devient, au Japon, une manière de ne pas penser la guerre.

« Genbaku Dome », seule trace tangible

Pourquoi, dans ces conditions, vouloir demander le classement du Dôme d'Hiroshima ?

La volonté des autorités japonaises de reconstruire et d'effacer a fait disparaître les traces significatives. Lorsqu'il visite Hiroshima, Günther Anders est surpris : « les traces de l'anéantissement sont effacées ; par conséquent le souvenir des anéantis est anéanti aussi » (Anders 2008 : 181). Il parle du besoin de lutter contre les « anéantisateurs ». Anders regarde « la structure rouillée de la coupole », seul vestige conservé. Cette coupole, c'est ce qui reste du « Hall de la promotion des industries » de la préfecture d'Hiroshima, qui fut bâti en 1914. Son architecte, le Tchèque Jan Letzel, avait imaginé un édifice en briques de trois étages, dont la partie centrale, de cinq étages, était couronnée d'une coupole à charpente d'acier. Ce bâtiment, très résistant, se situait à 150 mètres au nord-ouest de l'épicentre. Comme la charpente squelettique fut préservée, l'habitude fut prise de l'appeler « Genbaku Dome », c'est à dire « le dôme de la bombe atomique ») ; sur le parcours, il est signalé en anglais : « A-Bombe Dome ».

Ce n'est qu'en 1966 que la municipalité d'Hiroshima vote le principe de la conservation et de la restauration de ce dôme. Elle le fait, ce qu'on a tendance à oublier, contre le gouvernement nippon qui ne voulait pas participer à son financement. Des polémiques surgirent, car beaucoup voulaient le détruire pour des raisons diverses. Lors de sa visite, Anders ne considère pas qu'il faille s'engager dans la conservation de cet unique témoin matériel de la catastrophe. Son point de vue est original. Il évoque le risque que constitue la patrimonialisation de ce vestige, susceptible de faire prendre la partie pour le tout ; or, pour lui, « l'absence de bornes de ce qui a eu lieu ici ne peut pas être incarnée par ce seul bâtiment en ruine ». Hiroshima est devenu un symbole qui excède sa réalité historique et dont il ne faut pas forclure l'événement dont il témoigne : « Afin que ceux qui, même aujourd'hui, ne le savent toujours pas, comprennent enfin que le nom d'Hiroshima ne désigne pas une ville, mais l'état de leur monde ; et qu'ils comprennent qu'eux aussi habitent à Hiroshima ». C'est un peu l'esprit qui traverse le film *Hiroshima mon amour*, de Marguerite Duras : « Tu n'as rien vu à Hiroshima... »

Il faudrait analyser les raisons qui ont fait que le gouvernement japonais a évolué sur ce dossier. Dans les années 1980, un nouvel élan est donné. En 1987 précisément est lancé un nouveau programme de rénovation, avec collecte de fonds, qui s'achève le 31 mars 1990. Les conditions sont réunies pour que le Japon soumette à l'UNESCO sa demande de classement au patrimoine mondial.

Le classement au patrimoine mondial : justification japonaise et réaction mondiale

Voyons d'abord comment la justification officielle est présentée par le gouvernement japonais (28 septembre 1995).

Tout d'abord, le Mémorial de la Paix d'Hiroshima, Dôme de Genbaku ou Dôme de la bombe atomique, est le témoin immuable de la terrible catastrophe qui se produisit lorsque, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la bombe atomique fut utilisée comme une arme. Ensuite, le Dôme est le seul bâtiment existant capable de transmettre directement une image physique de la situation tragique qui a résulté du bombardement. Enfin, le Dôme est un monument universel pour l'humanité entière, il symbolise *l'espoir de paix perpétuelle* et l'élimination totale de toutes les armes nucléaires de la face de la terre.

Outre l'attention mise sur « l'image physique » de la catastrophe, on retrouve les deux cellules-mères (apparemment contradictoires¹³) du noyau dur de la mémoire hirosimienne : *l'exceptionnalité* (événement techno-scientifique et militaire unique dans l'histoire) et *l'universalité* (contre-exemplarité valable pour le futur de « l'humanité entière »).

On essentialise l'événement et on patrimonialise l'avenir en s'affranchissant de toute perspective historique. Le dossier de demande de classement que nous avons pu consulter au siège de l'UNESCO comporte des éléments essentiellement techniques et confirme l'absence de volonté d'inscrire cette opération patrimoniale dans une démarche de « vérité historique », de repentance ou de résilience. De même, il n'y a pas l'ombre d'une réflexion sur la question de la démocratie, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et des droits de l'homme, au Japon ou dans le monde, dans le passé ou dans le présent. C'est la bombe seule qui est l'objet car elle permet d'obvier aux vrais enjeux du *pourquoi* de la bombe atomique sur Hiroshima et de la nature du régime qui, pendant la première moitié du XX^e siècle, de la Corée à la Chine, a conduit une politique de violence et d'hégémonie sur les peuples asiatiques (Belot, Ha et Bae 2003). Les experts de l'UNESCO n'ont, semble-t-il, pas été sensibles à la tentative d'assassinat du maire de Nagasaki (janvier 1990), suite à sa déclaration évoquant « une certaine responsabilité de l'Empereur dans la guerre » (Hicks 1997 : 69). Ils n'ont

13. Car comment ce qui fait exception peut-il être érigé en modèle de ce qu'il ne faut pas faire et servir pour l'avenir ? Et ce, alors même que la catastrophe annoncée depuis cinquante ans n'a pas eu lieu ?

pas non plus dû remarquer qu'en 1994, un an seulement avant le dépôt de la demande de classement, 161 députés avaient soutenu une pétition (signée par 4,5 millions de Japonais) stigmatisant la tendance de leurs dirigeants à présenter des excuses « masochistes » lors de l'anniversaire annuel de la fin de la guerre.

La patrimonialisation du Dôme a ceci de singulier qu'elle porte en elle, dès l'origine, son contraire, à savoir sa « dé-patrimonialisation ». En effet, l'objet qui est distingué quitte aussitôt son statut de « témoin » du passé (la guerre) pour devenir, par la grâce de son appellation, un symbole « mondial » : c'est le « Mémorial de la paix d'Hiroshima ».

Le rapport de l'ICOMOS reprend l'argumentaire du Japon sans aucune prise de distance, cautionnant ainsi les silences au fondement de la démarche patrimoniale et la vision mémorielle du Japon : polarisation sur l'événement en tant que tel, projection sur l'avenir, illusion sur les vertus préventives et pédagogiques. L'UNESCO voit dans ce bâtiment consacré par elle un « témoin transmettant la tragédie d'Hiroshima aux générations à venir ». Elle cède au mythe de l'utilité du souvenir qui n'est pas inséré dans une démarche historique/historienne. En témoigne encore aujourd'hui la page du site de l'UNESCO qui lui est dédiée. On y lit ceci :

Le Mémorial de la Paix d'Hiroshima, ou Dôme de Genbaku, fut le seul bâtiment à rester debout près du lieu où explosa la première bombe atomique, le 6 août 1945. Il a été préservé tel qu'il était juste après le bombardement grâce à de nombreux efforts, dont ceux des habitants d'Hiroshima, en espérant une paix durable et l'élimination finale de toutes les armes nucléaires de la planète. C'est un symbole dur et puissant de la force la plus destructrice que l'homme ait jamais créée, qui incarne en même temps l'espoir de la paix (UNESCO s.d.).

Ce qu'il est intéressant de noter, c'est que l'UNESCO, dont les critères sont assez stricts et les recommandations impératives, reste muette sur la mémoire que tout patrimoine a vocation à préserver. On parle de « bien culturel », mais les préconisations restent purement techniques, comme le révèlent les « Éléments requis en matière de protection et de gestion ». Ce que retient l'organisation internationale ne concerne pas la *vérité* mais la *beauté* du site : « Un plan d'embellissement a été lancé par la Ville d'Hiroshima qui prévoit que le secteur du bien demeure un espace attractif, apte à symboliser la ville internationale de la culture de la paix ». Ce qui l'intéresse, c'est que la ville prévoit, pour protéger l'environnement immédiat, une procédure de consultation « en matière de hauteur, d'alignement, de couleur des murs et de matériaux, ainsi qu'au

sujet des panneaux publicitaires ». Ce dont elle se félicite, c'est de la désignation faite en 2007 du Parc du Mémorial de la paix comme « Lieu de beauté panoramique » (UNESCO s.d.)¹⁴. D'où cette sensation étrange, lorsqu'on visite Hiroshima, de se retrouver à Lourdes, dans un lieu de pèlerinage ou un « parc d'attraction » (Margolin 2007 : 46 ; voir aussi Buruma 1994 : 94).

Les deux pays les plus directement concernés par la politique du Japon fasciste et suprématiste d'avant 1945 réagissent négativement.

Le gouvernement chinois met l'accent sur les responsabilités du Japon dans l'histoire. « Durant la Seconde guerre mondiale, ce sont les autres pays et peuples asiatiques qui ont subi les plus importantes pertes en vies humaines et les plus graves dommages matériels ». Il déplore, mais sans éléments précis, qu'en 1995 « il reste encore quelques personnes qui essaient de nier ce fait historique » et craint que ces personnes « risquent d'utiliser ce fait à des fins préjudiciables ». Ce qui n'ira pas « dans le sens de la sauvegarde de la paix dans le monde et de la sécurité ». L'avenir confirmera ces craintes. Pourtant, la Chine se contente d'émettre « des réserves » sur l'agrément de cette proposition d'inscription.

Le gouvernement des États-Unis d'Amérique se montre le plus hostile. Il rappelle que les États-Unis et le Japon sont « de proches amis et alliés » qui coopèrent « pour la sécurité et les relations diplomatiques, internationales et économiques dans le monde entier ». Pourtant, il dit ne pouvoir apporter son appui à ce projet compte tenu de ce qu'il regarde comme une atteinte à l'histoire : « Les États-Unis sont préoccupés par l'absence de perspective historique de la proposition d'inscription du Dôme de Genbaku ». C'est exactement la formule que reprend Obama lors de sa visite de 2016. La négation de cette mise en perspective fait que « la tragédie d'Hiroshima » ne peut être appréhendée adéquatement et servir la cause que ce classement est censé défendre. « Les événements qui ont précédé l'utilisation par les États-Unis de l'arme atomique pour mettre fin à la Seconde Guerre mondiale sont essentiels à la compréhension de la tragédie d'Hiroshima. Toute étude de la période antérieure à 1945 doit être

14. Les panneaux d'information au bord du Parc l'appellent ainsi : « Peace Memorial Park. National Place of Scenic Beauty ».

placée dans le contexte historique approprié ».

Selon Olwen Beazley, pour qui ce classement est un « paradoxe de paix » (Beazley 2009 : 33), le gouvernement américain aurait eu peur de la réaction des vétérans, tandis que d'autres ressentent cette distinction comme une insulte. Il est intéressant de noter la réaction de la gauche communiste française à la réaction américaine. Le journal *L'Humanité* (6 décembre 1996) se présente en fidèle héritier des postures pacifistes anti-américaines des années 1950 ; il participe objectivement à la stratégie « d'innocentement » du Japon fasciste en accusant l'Amérique de pratiquer une politique d'amnésie : « En s'opposant à la reconnaissance de ce monument comme faisant partie du patrimoine mondial – donc de la mémoire collective – les autorités américaines confirment la volonté de ce pays de tenter de jeter aux oubliettes un crime majeur de ce XX^e siècle. Mais la communauté internationale n'a pas succombé aux injonctions de Washington. Et Hiroshima sera patrimoine mondial de l'humanité ».

L'acquiescement à cette instrumentalisation *révisionniste* du patrimoine et de l'UNESCO en vue d'un « blanchiment » de l'histoire et d'un repositionnement géopolitique du Japon se lit de manière militante dans le numéro de la revue de l'UNESCO consacré au « musée de la paix au Japon ». L'auteur salue l'aménagement qui a été fait au musée-mémorial d'Hiroshima pour que les visiteurs enregistrent leur « message de paix » dans le hall de sortie. Les silences historiques de la scénographie muséale sont présentés comme des vertus de modération : « Le musée n'affronte pas de manière provocante (sic) la politique passée du Japon ni ne défie le visiteur avec un discours contre les armes nucléaires : il tente plutôt, par sa programmation réfléchie (sic), de choisir l'attitude pleine de dignité de cette ville, dont le souhait est de voir la paix s'instaurer dans le monde » (Duffy 1997). La fin de l'article donne dans la surenchère pacifiste et bien-pensante, l'auteur se félicitant « qu'il est permis de penser que le temps est proche où chaque grande ville japonaise aura son musée de la paix, ce qui témoignera magnifiquement de l'engagement public en faveur de telles institutions ».

L'auteur semble ignorer qu'il est fait au Japon un usage inconsidéré du mot « paix », à la limite de la malhonnêteté intellectuelle. Ainsi, le

musée-mémorial dédié aux kamikazes de Chiran s'intitule en anglais : « Peace Museum for Kamikaze Pilots ». On y lit que les kamikazes « souhaitaient la restauration de la paix et de la prospérité ». En fait, le seul véritable mémorial de la *paix* (au sens où on l'entend en Europe) a été imaginé en 2001 par une commission *ad hoc* nommée par le gouvernement. Il s'agissait de « prier pour la paix » et de se souvenir des morts, pas seulement des Japonais, mais aussi de « ... tous les soldats et civils étrangers qui ont perdu la vie dans des guerres lancées par le Japon ». Le gouvernement japonais ne donna pas suite à ce projet qui ressemble davantage à « une opération de communication visant à corriger l'effet négatif de ses visites au Yasukuni » (Lucken 2013 : 263).

Révisionnisme et guerre des mémoires

Le retour des « héros »

En fait de paix, c'est au retour des héros de la guerre, auquel on assiste au Japon depuis le classement UNESCO, qui provoque une guerre des mémoires avec les anciens pays victimes de sa politique passée. Preuve, s'il en était besoin, de l'inefficacité du classement par rapport à ses prétendus effets préventifs et du danger de la campagne pacifiste orchestrée depuis le lendemain de la guerre. Et la victime reste plus que jamais l'histoire, sacrifiée sur l'autel des positionnements nationalistes¹⁵.

Dès 1983, la campagne de levée de fonds destinée à financer un « projet de musée japonais de la paix » a déclenché une vive réaction de l'opposition de droite. Celle-ci, se montrant singulièrement « décomplexée », a organisé un mouvement tendant à favoriser la création d'un musée « à la gloire des Japonais morts à la guerre ». Pourtant, à proximité du sanctuaire de Yasukuni érigé en 1869¹⁶, existe depuis 1882 un musée de la Guerre¹⁷

15. Il convient de noter que c'est de manière tout à fait indépendante du « temps patrimonial » que l'histoire des historiens progresse peu à peu. Ainsi est créé, en 1993, un Centre de recherche et de documentation sur les responsabilités du Japon dans la guerre. On observe également que les demandes de réparation des victimes de l'empire nippon (Chinois notamment) occupent, en 1998, près de 200 avocats (voir Margolin 2007 : 400).
16. Le Yasukuni, mémorial religieux, est devenu le symbole des révisionnistes. Il convient de ne pas oublier qu'il existe 52 sanctuaires départementaux, en dehors du Yasukuni, qui quadrillent le territoire mémoriel du Japon.
17. Ce musée est dédié à « l'âme des soldats morts au combat pour l'empereur du Japon ».

(rénové en 1961 puis en 2002) qui va dans le même sens : glorification des soldats, justification de la guerre conduite par le Japon, oblitération des massacres infligés aux autres peuples¹⁸. De même, à Chiran, situé à l'extrême sud de l'île de Kyushu, un musée-mémorial, créé en 1975, rend hommage au « noble sacrifice » des kamikazes ; agrandi et ré-inauguré en 2000, il attire chaque année environ un million de visiteurs. En 1984, Tanaka Masaaki, ancien bras droit du général Matsui (commandant en chef des forces expéditionnaires nippones en Chine en 1937), devient le « héraut du révisionnisme radical » en commençant la publication d'une série de livres niant l'existence d'un massacre à Nankin (Margolin 2007 : 399)¹⁹. L'Europe s'est montrée très discrète sur ce phénomène, alors qu'au même moment elle amorçait un mouvement inverse, où « la mémoire s'installait au premier plan dans l'espace public » (Hartog 2013 : 123) : citons, entre autres, *Les lieux de mémoire* de Pierre Nora (1984), *Shoah* de Claude Lanzman (1985), *Temps et récit* de Paul Ricoeur (1985) ou *Les assassins de la mémoire* de Pierre Vidal-Naquet (1987). Imagine-t-on les Allemands annonçant la création d'un musée « à la gloire des soldats morts de la Wehrmacht et des Einsatzgruppen » ? Une étude comparée entre l'Allemagne et le Japon montrerait l'étrange clémence dont ce dernier a bénéficié à l'égard de ses crimes de guerre et contre l'Humanité. En 1996, l'année même du classement du Dôme, le courant révisionniste sort du bois : est créée l'Association pour la rédaction de nouveaux manuels d'histoire, à l'initiative d'intellectuels, dont Kanji Nishio.

Depuis 2000, on assiste au retour de la guerre et de ses « héros ». Le plus tangible et emblématique symbole de ce mouvement est le *Yamato Museum* à Kure, créé en 2005. Kure était un port industriel et militaire situé à quelques kilomètres seulement d'Hiroshima. Il fabriquait des navires de guerres. Le musée affiche la couleur : sur le parvis trône un bâtiment de guerre qu'on ne peut pas ne pas voir ! Et si on n'a pas compris, on tombe sur une énorme hélice et un canon impressionnant. Dans un vaste hall d'accueil est exposé le *battleship* (cuirassé) *Mustsu*. À l'intérieur, c'est le cuirassé *Yamato* qui est à l'honneur, avec force schémas en coupe. La didactique au service de l'héroïque. On salue l'excellence technologique des ingénieurs du port de Kure et leur réactivité. On loue les hommes qui ont servi sur le *Yamato* : ils ont droit à leur portrait (individuel et en groupe) et à une brève biographie, du commandant au soldat de base. Ce navire de guerre avait une

18. Le révisionnisme se donne à lire très explicitement sur les panonceaux : « The China Incident » ; « The Korean Problem »...

19. Il n'empêche que les manuels scolaires de la fin des années 1980 mentionnent le massacre de Nankin et commencent à évoquer les « femmes de confort ».

singularité qui semble avoir justifié sa mise à l'honneur au musée : il quitta le port de Kure pour « un voyage kamikaze » en direction d'Okinawa, où se déroula une sanglante bataille avec les Américains, la plus meurtrière pour ces derniers dans la guerre du Pacifique. Les lettres que ces kamikazes des mers écrivirent avant leur départ sont exposées, de même que les objets (bouteilles, téléphones, lampes, etc.) qui ont été retrouvés dans le bâtiment lors des fouilles sous-marines qui ont été diligentées. Ils sont donc bien considérés comme des héros dont le souvenir doit être perpétué et magnifié. Sont également à l'honneur les sous-marins kamikazes « nains », comme le *Kairyu*, qui est exposé. Contrairement à ce qu'espérait la revue *Museum International*, ce ne sont pas les musées de la paix qui se sont multipliés au Japon après le classement au patrimoine mondial du Dôme. D'ailleurs, il y a eu débat au sein du conseil municipal de Kure en 2002 ; le groupe communiste dénonçait le fait qu'il ne s'agissait pas d'un musée de la marine mais d'un « musée de la guerre » (Utaka 2009 : 46).

En cette même année 2005, donc peu avant le 60^e anniversaire de la bombe, le ministère de l'Éducation a cautionné une *révision* des manuels scolaires allant dans le sens d'une atténuation des crimes colonialistes commis par le Japon, ce qui a soulevé de nombreuses protestations de la Chine, de la Corée du Sud et de Taïwan (Courmont 2015 : 210-211).

Le retour de la guerre des mémoires

Il est assez commun de penser que le patrimoine du pire a des vertus apaisantes, réconciliatrices et résilientes. Pour le Japon, c'est l'inverse qui se passe. Les pays engagés dans cette guerre se lancent dans une guerre diplomatique-mémorielle, au moment où le Premier ministre nippon, Shinzo Abe, entend réinterpréter l'article 9 de la Constitution dans le sens de la légitimation de l'envoi de forces militaires sur les territoires extérieurs.

Certaines initiatives s'apparentent à de la provocation à l'égard de l'UNESCO. Ainsi, en février 2014, les responsables de la ville japonaise de Minami-Kyushu soumettent une demande d'inscription au patrimoine documentaire de l'UNESCO (*Registre de la mémoire du monde*) des écrits des pilotes kamikazes. Une limite est franchie, qui est jugée intolérable. Pour la porte-parole de la diplomatie chinoise, Hua Chunying, il s'agit « d'une tentative d'enjoliver l'histoire d'agression militariste du Japon et de remettre en cause l'issue victorieuse de la Guerre mondiale antifasciste et l'ordre international de l'après-guerre ». Elle rappelle que le Japon a commis de « nombreux » crimes contre l'humanité pendant la Seconde

Guerre mondiale. Patrimonialiser la mémoire des kamikazes serait légitimer le Japon comme fauteur de guerre et mettre le vaincu et le vainqueur sur le même plan : « L'intention est diamétralement opposée à l'objectif de l'Unesco qui est de maintenir la paix dans le monde, et elle doit être résolument condamnée par la communauté internationale ». En attendant un éventuel accord de l'UNESCO, les documents japonais en question sont conservés au musée de Chiran. Ce musée espère obtenir cette inscription afin de « transmettre aux générations futures ces lettres, richesses de la vie humaine », peut-on lire sur le site Internet de l'établissement. La culture révisionniste a atteint une limite qui n'aurait pas été admise en Europe. L'UNESCO se discréditerait en répondant positivement et démontrerait *a contrario* que la patrimonialisation du pire est impossible.

Pour répliquer à la Chine, le Japon déplore l'inscription du massacre de Nankin (300 000 morts) au *Registre de la mémoire du monde* (*Le Monde*, 10 octobre 2015), en mettant en doute son authenticité historique, ainsi que la probité de l'UNESCO.

Il est extrêmement regrettable qu'une organisation internationale qui devrait être neutre et juste fasse entrer ces documents dans le *Registre de la mémoire du monde*, malgré les appels répétés du gouvernement japonais. La demande d'inscription a été faite sur la base de déclarations unilatérales de la Chine et le Japon considère que ces documents sont incomplets et présentent des problèmes d'authenticité.

À cela, la directrice générale de l'UNESCO répond par une banalité sur son rôle qui est « de préserver le patrimoine et la mémoire documentaire pour les générations actuelles et à venir », ajoutant que cela doit se faire « ...dans un esprit de coopération internationale et de compréhension mutuelle ». Or c'est tout le contraire qui se passe... Le patrimoine n'adoucit donc pas les mœurs géopolitiques. Il en est même parfois l'enjeu ou l'otage. Et il ne prémunit pas contre la révisionnisme, voire le négationnisme.

Conclusion

L'UNESCO, en s'engageant dans la reconnaissance de ce que j'appelle le *patrimoine du pire* avec Auschwitz, ne savait pas qu'elle mettrait le doigt dans un engrenage fatal. Les réactions suscitées par le classement du Dôme d'Hiroshima ont montré que ce qui touche à l'histoire des guerres et aux identités mémorielles provoque toujours des réactions qui ne vont pas dans le sens de la paix et de la « compréhension mutuelle ». Comme si l'histoire était une chose trop compliquée pour se laisser patrimonialiser.

Une patrimonialisation réussie exige un consensus minimal sur la lecture historique des conflits en question et un accord profond sur les valeurs que cette lecture nous conduit à promouvoir pour l'avenir. C'est ce qui s'est passé en Europe. C'est ce qui ne s'est pas passé en Asie.

Dans le cas d'Hiroshima, nous nous trouvons face à un non-lieu de mémoire qui s'est affranchi de l'exigence de la recherche de la « vérité » historique. On pourrait dire qu'il s'agit d'un lieu de « dé-mémoire » (Paveau 2013) : la patrimonialisation s'est faite ici au détriment de l'histoire, voire pour mieux oublier cette histoire fâcheuse du Japon violent, hégémonique, négation même des valeurs de la démocratie. On pourrait donc aussi dire que nous sommes en présence d'un patrimoine sans mémoire et sans histoire. La bombe atomique a détruit une ville, mais aussi la guerre et la responsabilité du Japon²⁰... Le classement du Dôme légitime et pérennise la transformation du statut du Japon d'agresseur en victime. Comment peut-on accepter que, concernant les deux persécuteurs centraux du second conflit mondial, deux phénomènes opposés se soient produits : amnésie nippone et hypermnésie allemande ? La paix et la réconciliation sans vérité permettent-elle de tirer « les leçons » de l'Histoire, pour reprendre la rhétorique habituelle des discours politiques ?

Tout s'est passé comme si la dimension universelle et quasi métaphysique acquise par cette catastrophe (ou ce « crime », selon certains) avait eu un effet de neutralisation et « d'innocemment » de l'horreur à laquelle elle avait mis fin, à savoir la politique raciste et destructrice du Japon « fasciste ». C'est pourquoi, lors de la rencontre qui se voulait « historique » entre Shinzo Abe et Obama à Pearl Harbour, le 27 décembre 2016, le Premier ministre japonais a refusé de présenter des excuses, a évité d'évoquer la dimension idéologique du conflit (par l'incantation traditionnelle à ce que les « horreurs de la guerre » ne se reproduisent plus) et s'est contenté de saluer la mémoire de « tous les hommes » (incluant les kamikazes) qui ont « perdu la vie dans une guerre qui a commencé à cet endroit même ». L'incantation M. Abe ne renfermait pas d'excuses mais exhortait à « ne jamais répéter les horreurs de la guerre ».

La stratégie patrimoniale nipponne obéit à un triple enjeu :

- la survalorisation d'un patrimoine « pacifique » et compassionnel (le musée et le parc du Mémorial de la paix à Hiroshima) dont l'objectif est de victimiser le Japon tout en le dédouanant de sa défaite (par la technologie) ;

20. « Comme si le passé avait été pulvérisé et dissous par l'explosion atomique... » (Rousseau 2012 : 151).

- l'invention d'un patrimoine à visée « géopolitique », puisque le musée-mémorial d'Hiroshima est peut-être le seul au monde qui invite les visiteurs à une revendication géopolitique : l'interdiction des armes atomiques (le texte de classement du Dôme au patrimoine mondial de l'UNESCO en 1996 y fait explicitement allusion) ;

- la constitution (plus ou moins) discrète et progressive d'un patrimoine « héroïque » à usage purement national (mémorial de Yushukan et musée de Yamato), qui n'aurait rien appris ni rien oublié de la guerre.

Le Japon aurait donc produit un patrimoine de refoulement et de déni procédant d'une tendance à la relativisation de sa responsabilité dans l'histoire de cette guerre. L'utilité première proclamée du classement (la mémoire, la réconciliation) aurait donc été détournée au profit d'une politique de réaffirmation nationale-identitaire.

Références

- Agapov, Boris, 1946, « Visage profond sur Japon », *Les lettres françaises*, 16 août 1946.
- Becker, Annette et Octave Debarry, 2012, *Montrer les violences extrêmes. Théoriser, créer, historiciser, muséographier*. Grane, Créaphis Éditions.
- Anders, Günther, 1958, *L'homme sur le pont. Journal d'Hiroshima et de Nagasaki*. Paris, Le Seuil.
- , 2002 [1956], *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*. Paris, Éditions Ivrea.
- , 2008, *Hiroshima est partout*. Paris, Le Seuil.
- Beazley, Olwen, 2009, « A Paradox of Peace : the Hiroshima Peace Memorial (Genbaku Dome) as World Heritage ». Dans John Schofield et Wayne Cocroft (dir.), *A Fearsome Heritage : Diverse Legacies of the Cold War*, Walnut Creek (CA), Left Coast Press, One World Archaeology Series : 33-50.
- Belot, Robert, 2015a, « Les “fictions instituanes” du projet de LGV Rhin-Rhône : décryptage rhétorique des mythes du discours politique sur les grandes infrastructures ». *Revue géographique de l'Est*, numéro spécial « La grande vitesse ferroviaire, entre mythe et réalité », 55(3-4), en ligne, <http://rge.revues.org/5516>
- , 2015b, *L'Atome et la France. Aux origines de la technoscience française*. Paris, Odile Jacob.
- , Woo Bong Ha et Jung Sook Bae (dir.), 2013, *Corée-France : regards croisés sur deux sociétés face à l'occupation étrangère*. Belfort, Presses de l'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard.
- Boyer, Paul, 1985, *By the Bomb's Early Light. American Thought and Culture at the Dawn of the Atomic Age*. New York, Pantheon Books.
- Buruma, Ian, 1994, *The Wages of Guilt : Memories of War in Germany and Japan*. Londres, Jonathan Cape.
- Courmont, Barthélémy, 2015, *Le Japon de Hiroshima. L'abîme et la résilience*. Paris, Vendémiaire.
- Duboscq, André, 1947, *Les Japonais*. Paris, SEFI Éditions.
- Duffy, Terence, 1997, « Les musées de la paix au Japon ». *Museum International* XLIX(4) : 49-54.
- Dupuy, Jean-Pierre, 2005, *Petite métaphysique des tsunamis*. Paris, Le Seuil.
- Gravet, Catherine et Héliane Kohler (dir.), 2013, *Cahiers internationaux du symbolisme* (134-135-136), numéro spécial « Le non-dit ».
- Hartog, François, 2013, *Croire en l'histoire*. Paris, Flammarion.
- Hersey, John, 1946, *Hiroshima*. Paris, Robert Laffont.
- Hicks, George, 1997. *Japan's War Memories : Amnesia or Concealment ?* Aldershot, Ashgate.

- Hogan, Michael J., 1996, *Hiroshima in History and Memory*. New York, Cambridge University Press.
- Jungk, Robert, 1960, *Vivre à Hiroshima*. Paris, Arthaud.
- Kawamoto, Yoshitaka, 1993, « L'esprit d'Hiroshima ». *Museum International* 45(1), en ligne, <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1755-5825.1993.tb00532.x/abstract>
- Kosakai, Yoshiteru, 1980, *Hiroshima Peace Reader*. Hiroshima Peace Culture Foundation.
- Lucken, Michael, 2013, *Les Japonais et la guerre, 1937-1952*. Paris, Fayard.
- Margolin, Jean-Louis, 2007, *L'armée de l'Empereur. Violences et crimes du Japon en guerre, 1937-1945*. Paris, Armand Colin.
- Moch, Jules, 1954, *La folie des hommes* (préface d'Einstein). Paris, Robert Laffont.
- Paveau, Anne-Marie, 23 août 2013, « Démémoire discursive et amémoire (in)volontaire ». *La pensée du discours* [Carnet de recherche], en ligne, <http://penseedudiscours.hypotheses.org/?p=12318>
- Piérart, Pierre et Wies Jaspers, 1995, *D'Hiroshima et Sarajevo. La bombe, la guerre froide et l'armée européenne*. Bruxelles, EPO.
- Pigot, Pierre, 2013, *Apocalypse manga*. Paris, PUF.
- Ricœur, Paul, 2000, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris, Seuil.
- Rousseau, Frédéric (dir.), 2012, *Les Présents des passés douloureux. Musées d'histoire et configurations mémorielles*. Paris, Michel Houdiard.
- Selden, Kyoko et Mark Selden (dir.), 1989, *The Atomic Bomb Voices from Hiroshima and Nagasaki*. New York, M.E. Sharpe.
- Sfész, Lucien, 2002, *Technique et idéologie. Un enjeu de pouvoir*. Paris, Le Seuil.
- UNESCO, 1974, *Recommandation sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales*, en ligne, http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13088&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
- UNESCO, s.d., *Mémorial de la paix d'Hiroshima (Dôme de Genbaku)*, en ligne, <http://whc.unesco.org/fr/list/775>
- Utaka, Yushi, 2009, « The Hiroshima Peace Memorial. Transforming legacy, memories and landscape ». Dans William Logan et Keir Reeves (dir.), *Places of Pain and Shame. Dealing with « Difficult Heritage »*, Londres et New York, Routledge : 34-49.
- Yavenditti, Michael J., 1974, « John Hersey and the American Conscience : The Reception of "Hiroshima" ». *Pacific Historical Review* 43(1) : 24-49.
- Yoneyama, Lisa, 1999, *Hiroshima Traces. Time, Space and the Dialectics of Memory*. Berkeley, University of California Press.